

RUSSIE

LE RETOUR DE LA PUISSANCE

DAVID TEURTRIE

RUSSIE
LE RETOUR DE LA PUISSANCE

ARMAND COLIN

Illustration de couverture : Adrià Fruitós
Cartographie : Carl Voyer
Mise en pages : PCA

© Armand Colin, 2021
Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN : 978-2-200-63239-7

INTRODUCTION

La Russie est « un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme. Mais il y a peut-être une clé. Cette clé c'est l'intérêt national russe. »

Winston Churchill, 1^{er} octobre 1939.

De la crise ukrainienne à la guerre en Syrie, de l'ingérence supposée dans les élections américaines au vaccin Spoutnik-V, la Russie est revenue depuis quelques années sur le devant de la scène internationale dans un contexte de refroidissement des relations russo-occidentales sans précédent. Pourtant, à la fin des années 1990, l'affaiblissement de la Fédération de Russie était tel que la perception dominante était celle d'un déclin irréversible. Les années 2000 ont au contraire été celles du redressement intérieur avec une forte croissance économique associée à une réaffirmation de souveraineté de l'État russe sur le territoire de la Fédération. Mais sur le plan extérieur, la Russie restait relativement passive, ne pouvant s'opposer ni à l'élargissement euro-atlantique, ni à l'installation de bases américaines en Asie centrale, encore moins à l'invasion de l'Irak.

À cet égard, la guerre russo-géorgienne de 2008 a constitué un véritable tournant : non seulement la Russie est intervenue militairement en dehors de ses frontières, mais avec la reconnaissance de « l'indépendance » de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, Moscou a remis en cause les frontières internationales issues de l'URSS. L'objectif stratégique de la Russie est alors atteint : les puissances européennes mettent leur veto au processus d'élargissement de l'OTAN vers la Géorgie et l'Ukraine.

Cinq ans plus tard, la Russie va encore plus loin en s'opposant frontalement aux États-Unis sur le dossier syrien. Pour la première fois depuis la fin de la guerre froide, le Kremlin apporte une aide tous azimuts à un régime en butte à l'ostracisme occidental, et ceci dans une région relativement éloignée de sa sphère d'influence traditionnelle. Le recul américain au sujet d'une intervention militaire qui semblait inéluctable ainsi que la porte de sortie offerte par le désarmement

chimique de la Syrie ont été interprétés comme une victoire diplomatique majeure de Vladimir Poutine. Dans ce contexte d'activisme russe sur d'autres dossiers internationaux (Iran, Ukraine, etc.), les jeux Olympiques de Sochi de 2014 sont apparus comme l'illustration du retour « triomphal » de la puissance russe sur le devant de la scène internationale. L'annexion de la Crimée la même année, qui constitue une véritable remise en cause de l'architecture des relations internationales post-guerre froide, semble également accréditer cette thèse.

Cependant, les sanctions occidentales, la dégradation des relations avec l'Europe et le risque d'isolement international au sujet d'un pays de « l'étranger proche » semblent au contraire illustrer les limites de la stratégie russe. C'est effectivement l'interprétation avancée par le président américain Barack Obama qui qualifie alors la Russie de « puissance régionale qui met en difficulté ses voisins non du fait de sa force mais de sa faiblesse¹ ». De fait, deux interprétations diamétralement opposées s'affrontent. Selon certains, cet activisme russe est trompeur car il ne fait que cacher les faiblesses structurelles de la nouvelle Russie : une crise démographique sévère, une croissance économique en berne, la dépendance aux cours des matières premières ou encore des disparités sociales et territoriales qui menacent la cohésion du pays. D'autres, au contraire, pointent un certain nombre d'évolutions de fond qui laissent penser à un retour plus durable de la Russie en tant que grande puissance : la modernisation réussie de son armée tant au niveau des forces conventionnelles que stratégiques, le dynamisme de certains secteurs traditionnels (armements, nucléaire, etc.), la réaffirmation de la Russie en tant que puissance agricole, les succès dans le cyberspace ou encore la stratégie d'indépendance financière qui fait de la Russie l'un des pays les moins endettés au monde. De fait, en 2021, le président américain Joe Biden prend le contre-pied de son mentor en qualifiant à plusieurs reprises la Russie de grande puissance. Le retour russe serait-il plus important et pérenne que ne l'escomptaient les élites américaines ? Si c'est le cas, quels sont les ressorts de la résurgence de la puissance russe ? La Russie a-t-elle encore les moyens économiques et humains de ses ambitions ?

Cet ouvrage propose une analyse géoéconomique et géopolitique des fondements de la puissance russe contemporaine afin d'évaluer la durabilité et l'ampleur du retour de Moscou sur la scène internationale. Il s'agit de mieux appréhender les représentations historiques et géopolitiques mobilisées par les élites russes dans leur politique de puissance, de s'interroger sur la capacité de la Russie à relever les nombreux défis auxquels elle doit faire face pour consolider ses positions sur

la scène internationale: en premier lieu la gestion de la crise démographique qu'elle traverse, la difficulté du pays à créer et répartir plus équitablement la richesse pour améliorer le bien-être des Russes ou encore la nécessaire modernisation de l'économie afin de rester dans la course internationale aux nouvelles technologies. Il s'agit en outre de mettre en perspective la dégradation des relations russo-occidentales afin de mieux comprendre le tournant eurasiatique du Kremlin et la nature du partenariat anti-hégémonique russo-chinois. Face aux sanctions occidentales et à la volonté de diversification de l'économie russe, Moscou applique une politique de substitution des importations et d'autonomie dans tous les domaines jugés stratégiques, du complexe militaro-industriel à l'industrie nucléaire en passant par l'aéronautique et le secteur spatial. Une politique similaire est mise en œuvre tant dans le secteur financier que dans celui des nouvelles technologies de l'information. Dans le même temps, revenant aux fondamentaux de la politique de puissance russe, les forces armées sont à nouveau au centre des préoccupations du Kremlin dans un contexte de remilitarisation des relations internationales qui accroît les risques mais aussi les opportunités, notamment en Méditerranée, au Moyen-Orient ou encore en Afrique. Mais que devient la politique d'influence du Kremlin alors que la diplomatie russe s'appuie sans complexe sur le *hard power* y compris dans le cyberspace? Et comment les élites russes se préparent-elles à l'après-Poutine alors que l'équilibre du système politique russe dépend plus que jamais de la capacité de régulation du président russe?

Les réponses à ces questions doivent permettre de mieux appréhender les dynamiques à l'œuvre dans une Russie qui reste au cœur de la géopolitique mondiale et contribuer à une meilleure compréhension des transformations profondes qui affectent l'architecture des relations internationales contemporaines.

Un phénix géopolitique

Pour mener sa politique de puissance, le Kremlin mobilise des concepts géopolitiques ancrés dans l'histoire millénaire de la Russie et s'appuie sur les ressources d'un pays aux dimensions continentales. L'espace-temps russe n'est pas réductible aux soubresauts de l'actualité, il est celui du temps long et des grands espaces. Décrypter le retour de Moscou dans les affaires internationales nécessite donc de mieux comprendre les fondements territoriaux et conceptuels de la grande stratégie russe.

La Russie-Eurasie au cœur de la géopolitique mondiale

En juin 1988, l'Union soviétique fêtait en grande pompe le millénaire du « baptême de la Russie ». L'ampleur des célébrations et l'engouement inattendu qu'elles suscitèrent signaient la défaite du marxisme-léninisme face au retour en force de l'identité russe : c'est le point de départ d'un important renouveau de l'orthodoxie dans un mouvement de quête autant identitaire que spirituel après 70 ans d'athéisme internationaliste. Le retour du refoulé historique, national et religieux sera fatal au pays des Soviétiques qui s'effondra deux ans plus tard avec pertes et fracas.

La crise multiforme qui touche alors la Russie dans les années 1990 est telle que l'on parle d'un nouveau « Temps des Troubles » en référence à la période de graves désordres qu'a connue l'État russe au début du XVII^e siècle. La décision des autorités russes de réinstaurer en tant que fête nationale le Jour de l'Unité du Peuple n'est donc pas fortuite puisqu'il commémore la libération de Moscou de l'occupation polonaise en 1612 : cette fête symbolise la fin des Troubles et rappelle au passage que les relations russo-polonaises ne sont pas aussi unilatérales qu'on ne le perçoit souvent en Europe occidentale. Mais la véritable fête nationale, qui rassemble toutes les générations

et les couches de la société russe, est le Jour de la Victoire sur l'Allemagne nazie, commémoré le 9 mai. Elle est élevée au rang de fête quasi sacrée par le régime qui s'appuie sur la mémoire entretenue par les Russes au sujet de la « grande guerre patriotique », considérée comme l'épisode le plus tragique de leur histoire, mais aussi comme le plus glorieux.

La volonté de Vladimir Poutine de réconcilier les Russes de tous bords avec leur histoire – au risque de passer sous silence les pages les plus sombres – se retrouve désormais dans la nouvelle constitution russe adoptée en 2020 et qui fait de la Fédération de Russie le « successeur de l'Union soviétique », ce qui n'est pas sans envoyer un message ambigu aux autres républiques issues de l'éclatement de l'URSS que Moscou considère comme relevant de sa sphère d'influence. De fait, les dirigeants russes puisent dans l'histoire du pays des concepts géopolitiques à la genèse parfois très ancienne. Mais s'ils sont mobilisés pour des objectifs pragmatiques dans le cadre d'une politique de puissance, ils ne sauraient être réduits à leur dimension instrumentale et sont souvent profondément ancrés dans la vision du monde (*mirovozrenie*) du peuple russe.

Des concepts géopolitiques et identitaires en héritage

Moscou « Troisième Rome »

L'évènement fondateur de l'histoire russe, pour ses implications culturelles, identitaires et géopolitiques est bel et bien l'adoption officielle du christianisme par le Grand-Prince Vladimir en 988. Le souverain décide alors de se convertir et incite ses sujets à faire de même lors de baptêmes collectifs dans les eaux du Dniepr. Le « baptême de la Russie » a une portée considérable pour le développement de la civilisation russe. En effet, l'adoption du christianisme oriental permet à la Russie médiévale (*Rus'*) de se rapprocher de l'Empire romain d'Orient (qualifié *a posteriori* de « Byzantin » par les Occidentaux), État doté d'une brillante civilisation qui n'a pas connu de rupture avec l'Antiquité gréco-romaine, contrairement à l'Europe occidentale. En adoptant la « religion grecque », les Russes font non seulement un choix civilisationnel, mais ils font également leur entrée dans l'histoire avec l'adoption simultanée de l'alphabet cyrillique conçu par des moines grecs pour évangéliser les populations slaves. Les chroniques russes, qui présentent comme un acte réfléchi le choix effectué par le Grand-Prince Vladimir entre

les grandes religions monothéistes (Judaïsme, Islam, Christianisme) mettent le christianisme « allemand » sur le même plan que les autres confessions, comme si catholicisme et orthodoxie représentaient deux religions différentes. Cette perception est liée au contexte historique de la christianisation de la Russie qui a lieu en plein schisme de la Chrétienté (1054), ce qui inscrit dès l'origine la culture russe dans une forme d'opposition à l'Occident latin. Le choix du christianisme oriental affirme progressivement la singularité de la Russie vis-à-vis de l'ensemble de ses voisins, particulièrement après la chute de Constantinople, quand la Russie restera la seule puissance orthodoxe indépendante.

De fait, à partir du XVI^e siècle, Moscou s'affirme comme un centre spirituel et civilisationnel autonome en développant le concept de « Troisième Rome ». Cette théorie a trouvé son expression la plus célèbre en 1508 dans une lettre du moine Philotée au Grand-Prince de Moscou Vassili III: « Souviens-toi que tous les empires appartenant à la religion chrétienne sont maintenant réunis dans ton empire et qu'ensuite nous attendons l'Empire qui n'aura pas de fin... Deux Rome sont tombées, mais la troisième est debout et il n'y en aura pas de quatrième. » Cette vision s'appuie sur l'idée que Rome est doublement tombée car elle a perdu son statut de capitale de l'Empire lors des invasions barbares et de capitale de la chrétienté depuis le schisme de 1054 entre orthodoxes et catholiques. La chute de Constantinople est elle aussi double car non seulement elle a été conquise par les Ottomans en 1492, mais cette chute politique avait été précédée d'une compromission religieuse puisque l'empereur et le patriarche byzantins avaient accepté l'union avec l'Église catholique lors du concile de Florence en 1439. Cette union ne sera pas réalisée, mais elle trouvera aussitôt l'opposition farouche de Moscou qui en profitera pour devenir autocéphale *de facto* avec l'élection d'un métropolite russe sans consultation avec Constantinople. La théorie de Moscou « Troisième Rome » a une dimension eschatologique tout en ayant des implications politiques très concrètes. L'affaiblissement puis la chute de Constantinople ont lieu parallèlement à la montée en puissance de Moscou. Or, Constantinople restait depuis le baptême de la Russie le centre politique et religieux de référence pour les Russes qui l'appelaient Tsargrad, littéralement la ville de l'empereur (César). Avec la chute de la deuxième Rome, Moscou devient donc la seule puissance orthodoxe: le Prince russe peut donc prétendre à l'Empire et porte désormais le titre de Tsar. Le chef de l'Église russe deviendra par la suite logiquement patriarche, titre qu'il portera à partir de la fin

du xvi^e siècle. Moscou « Troisième Rome » a également une dimension messianique qui diffère cependant fortement de son équivalent occidental. Il s'agit moins d'une prétention prosélyte et universaliste que d'une affirmation de la possession de la vraie foi (orthodoxie) qu'il s'agit avant tout de conserver telle qu'elle a été léguée par les Grecs et que l'on retrouve dans la notion de « Sainte-Russie ». Cette attitude conservatrice et paradoxalement tolérante se vérifiera lors de l'incorporation de peuples musulmans dès le xvi^e siècle mais aussi des populations animistes et bouddhistes de Sibérie.

Moscou « Troisième Rome » renvoie également à une forme de souverainisme qui s'exprime très tôt vis-à-vis de l'Occident. Le Tsar russe est autocrate (*samoderjets*), ce qui signifie qu'il n'accepte aucune autorité supérieure en dehors de Dieu, le chef de l'Église orthodoxe étant au mieux son *alter ego* dans le domaine spirituel, selon la conception byzantine de la symphonie des pouvoirs. À ce titre, les tentatives de Rome d'inclure les souverains russes dans la hiérarchie occidentale, avec le pape en tant qu'autorité suprême, seront tout autant vouées à l'échec que les tentatives européennes actuelles de soumettre Moscou à des règles établies à Bruxelles. Cependant, le concept de Moscou « Troisième Rome » sera sérieusement fragilisé au xviii^e siècle par le schisme (*raskol*) au sein de l'orthodoxie russe mais également par le fait que Pierre-le-Grand, qui supprime le Patriarcat¹, soumet l'Église à la bureaucratie impériale et transfère la capitale à Saint-Pétersbourg. De plus, s'il garde le titre de Tsar, Pierre I^{er} se fait également couronner Empereur, ce qui relève de sa volonté d'euro-péanisation de la Russie mais apparaît également comme un défi lancé au système européen qui ne comporte en principe qu'un seul empereur (celui du Saint-Empire romain germanique).

Au xx^e siècle, l'Union soviétique est un temps à la tête de la Troisième Internationale qui a une dimension beaucoup plus prosélyte que la « Troisième Rome » orthodoxe, mais Staline impose le communisme dans un seul pays et reconstitue un empire continental au sortir de la Seconde Guerre mondiale. La Fédération de Russie perd une grande partie de son empire sous son enveloppe soviétique (dissolution du pacte de Varsovie, éclatement de l'URSS) mais renoue dès 1993 avec les symboles impériaux qui sont choisis pour les armoiries du nouvel État russe : l'aigle bicéphale, qui regarde à la fois vers l'Orient et l'Occident, tient sceptre et orbe, porte une icône représentant Saint-Georges terrassant le dragon, et est affublé de trois couronnes surmontées d'une croix qui symboliserait « le peuple russe trinitaire » : les Grands-Russes, les Petits-Russes (Ukrainiens) et les

Blancs-russes (Biélorusses) selon la conception tsariste. Désormais omniprésent en Russie, où il est décliné sur les armoiries de tous les grands corps de l'État, l'aigle bicéphale peut être interprété comme le signe d'une Russie qui n'a pas fait le deuil de sa vocation impériale et revendique toujours un rôle de pôle civilisationnel autonome sur la scène internationale contemporaine. De fait, Vladimir Poutine tente de positionner la Russie en tant que gardien des valeurs traditionnelles tandis que le Patriarcat de Moscou (rétabli en 1917), qui est parvenu à rassembler l'ensemble de l'orthodoxie russe hors frontière sous sa juridiction, revendique *de facto* une sorte de magistère sur le monde orthodoxe.

La « Terre russe » :
entre posture défensive et expansion

Le texte russe le plus ancien qui nous soit parvenu, intitulé la *Chronique des Temps passés*, se donne pour objectif d'expliquer « D'où vient la terre russe », son sous-titre. Rédigé par le moine Nestor à Kiev dans les années 1110, il est particulièrement éclairant sur les fondements de l'identité russe : le texte décrit une Russie médiévale à la fois majoritairement peuplée de populations slaves (divisées en tribus) et multi-ethnique (populations finno-ougriennes, baltes, scandinaves, etc.), ce qui constitue un invariant de l'histoire russe. L'expression de « Terre russe » (*ruskaya zemlia*) qui y fait son apparition est un concept polysémique qui comporte des dimensions ethnoculturelles, territoriales et géopolitiques aux frontières mouvantes, mais qui a structuré l'identité et la pensée stratégique russe depuis les origines. Il renvoie à un attachement profond et intime du peuple russe à la terre nourricière qui est surnommée affectueusement « petite-mère » tout comme le seront certains fleuves, à l'instar de la Volga. Cet attachement sera l'un des ressorts du patriotisme russe dans la défense de la « Terre russe » face aux invasions successives.

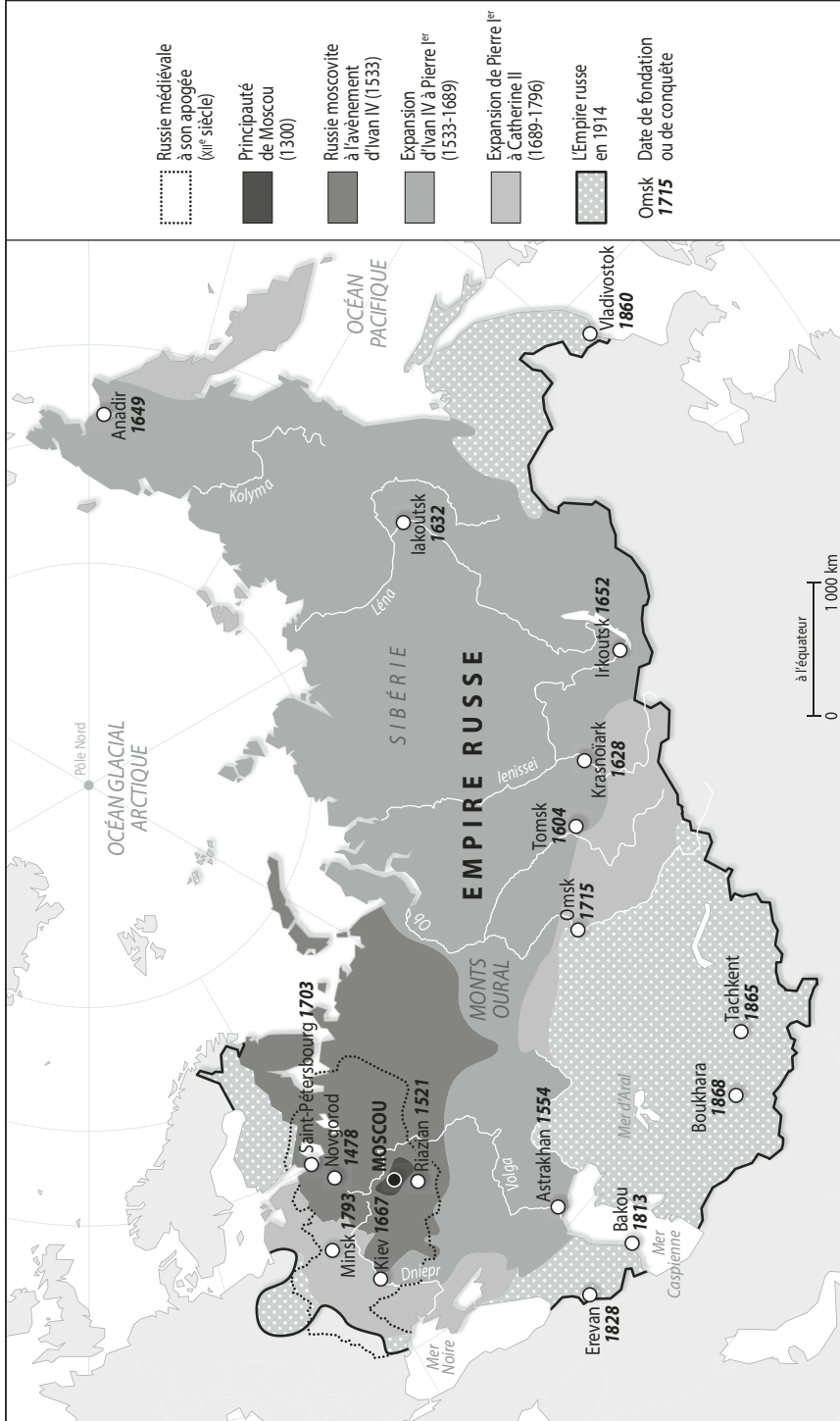
Cependant, à partir du XIV^e siècle, le concept est mobilisé par les souverains moscovites afin de justifier leur politique d'expansion par la volonté de « rassemblement des terres russes » qui avaient perdu leur unité du fait de l'invasion mongole. Dans un premier temps, le Grand-Prince de Moscou entreprend d'annexer l'ensemble des principautés russes selon un processus assez similaire à l'extension du domaine royal en France. Aux XVI^e-XVII^e siècles, les souverains russes légitiment les conquêtes aux dépens du Grand-Duché de Lituanie puis de l'État polono-lituanien par la nécessité de réunifier la « Terre russe » et de libérer les Slaves orthodoxes de la domination catholique.

Ce processus s'achève à la fin du XVIII^e siècle à la faveur des partages de la Pologne qui dépassent largement l'objectif initial, puisqu'ils conduisent à la disparition de l'État polonais. Au XX^e siècle, l'Union soviétique reprendra implicitement à son compte cette politique à la fin de la Seconde Guerre mondiale avec l'élargissement, selon une logique ethnolinguistique et religieuse, des territoires biélorusses et ukrainiens aux dépens de la Grande Pologne de l'entre-deux-guerres. Et si Vladimir Poutine n'utilise pas officiellement ce concept pour justifier sa politique vis-à-vis de l'Ukraine et de la Biélorussie, la Fédération de Russie a élevé au rang de priorité de sa politique étrangère la défense des Russes et russophones présents dans l'étranger proche qui formeraient, selon le Kremlin, le « monde russe » (*russky mir*). Le président russe ne manque d'ailleurs pas une occasion de rappeler qu'il considère que les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses font partie d'un même peuple. En juillet 2021, il a même consacré un long article sur l'histoire des relations russo-ukrainiennes intitulé « De l'unité historique des Russes et des Ukrainiens ».

Tout en affirmant que l'idéal pour l'Ukraine serait de développer une intégration avec la Russie sur le modèle de l'Union européenne et en dénonçant ce qu'il considère comme le projet occidental de faire de l'Ukraine une « Anti-Russie » nationaliste, Vladimir Poutine prévient que la poursuite de la politique actuelle des autorités ukrainiennes pourrait avoir de graves conséquences : « Et nous ne tolérons jamais que nos territoires historiques et les gens qui y vivent et qui nous sont proches soient utilisés contre la Russie. Et à ceux qui feront une telle tentative, je tiens à dire qu'ils détruiront ainsi leur pays² ». Il s'agit d'une allusion sibylline à une intervention russe en Ukraine que le chef du Kremlin justifie *a priori* non seulement par la présence de Russes et de russophones mais par l'appartenance passée de ces territoires à l'État russe.

Un phénix géopolitique

L'expansion de la Russie impériale



Sources: CHANNON J., Atlas historique de la Russie, Autrement, 1997 ;
 MARCHAND P., Atlas géopolitique de la Russie, Autrement, 2007 ; « La Russie en 1914, un empire de 22 millions de km² », L'Histoire, septembre 2021.

Russie historique, histoire millénaire

« Les Nazis pensaient qu'en quelques semaines ils pourraient s'emparer de l'Union soviétique, de la Russie historique et millénaire. Ça n'a pas marché³. »

Vladimir Poutine, 9 mai 2019.

En 1862, l'empereur Alexandre II inaugurait en grande pompe un monument célébrant le Millénaire de la Russie en référence à l'installation à Novgorod en 862 du prince varègue Riourik, fondateur de la première dynastie russe qui règnera du IX^e au XVII^e siècle d'abord à Kiev, puis à Vladimir et enfin à Moscou. Il s'agissait alors pour les Romanov de réaffirmer la continuité entre les deux dynasties qui ont présidé aux destinées de la Russie et de souligner l'ancienneté de l'histoire russe dans un contexte de débats intenses sur une identité russe aux prises avec l'eupéanisation. De fait, la mise en avant d'une histoire millénaire renvoie à la volonté des élites russes de revendiquer l'ancienneté de la culture russe et d'affirmer la continuité entre la Russie kiévienne, l'Empire russe et la Russie contemporaine. Il s'agit en premier lieu de contrer une partie des occidentalistes russes qui développent l'idée selon laquelle les Russes seraient un peuple sans profondeur historique et culturelle et devraient à ce titre adopter la culture occidentale afin d'entrer dans la modernité. Dans son *Apologie d'un fou*, Piotr Tchaadaïev écrit en 1837 : « Pierre le Grand ne trouva chez lui que du papier blanc et de sa forte main il y traça ces mots : Europe et Occident ; dès lors, nous fûmes de l'Europe et de l'Occident. [...] La véritable histoire de ce peuple ne commencera que du jour où il se saisira de l'idée qui lui a été confiée et qu'il est appelé à réaliser⁴. » Cette approche radicale de la *tabula rasa* s'impose en 1917 avec la prise du pouvoir par les Bolcheviks qui tentent de remplacer la culture russe par le marxisme internationaliste emprunté à l'Europe. L'expérience sera renouvelée sous sa forme libérale dans les années 1990, comme le constatent les chercheurs canadiens Yann Breault, Pierre Jolicœur et Jacques Lévesque :

« À l'instar de leurs prédécesseurs de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle, les occidentalistes radicaux qui entouraient Eltsine [...] entendaient faire table rase du passé soviétique aussi bien que de la vieille Russie, pour que la nouvelle puisse entrer de plain-pied dans les rangs "du monde civilisé" [...]. Ils faisaient preuve d'un idéalisme débridé, typique des situations révolutionnaires, et que l'on trouve rarement et pour de brèves périodes à la tête d'un État. Ils considéraient que sur

la base de la démocratie et de l'économie de marché, il n'y avait plus de divergences fondamentales d'intérêt entre la Russie, l'Europe et les États-Unis. Ils semblaient vouloir donner raison à Francis Fukuyama sur "la fin de l'Histoire" [...]. Dans leur vision du monde, la géopolitique et ses calculs avaient pratiquement disparu⁵. »

De fait, deux visions de l'identité russe s'affrontent en Russie depuis le XIX^e siècle: les occidentalistes (*zapadniki*) souhaitent transformer la société russe en s'inspirant de modèles européens, qu'ils soient socialistes ou libéraux, tandis que les slavophiles affirment que la Russie doit trouver sa propre voie de développement fondée sur l'orthodoxie et une organisation sociale spécifiquement russe (commune paysanne). Ces deux options se perpétuent sous différentes déclinaisons jusqu'à aujourd'hui (opposition entre libéraux pro-occidentaux et conservateurs eurasistes) et tendent à affaiblir la cohésion des élites russes et leur capacité à mener une grande stratégie cohérente sur le moyen et le long terme.

La mobilisation de l'histoire russe par le Kremlin est à l'évidence une réaction des élites russes actuelles à l'épisode occidentaliste des années 1990 qui est interprété comme une mise à mal de la puissance russe. De fait, la revendication de la continuité historique est un thème central chez Vladimir Poutine qui l'a fait inscrire dans la nouvelle constitution de 2020: « la Fédération de Russie, unie par une histoire millénaire, préservant la mémoire des ancêtres qui nous ont transmis les idéaux et la foi en Dieu, ainsi que la continuité dans le développement de l'État Russe, reconnaît l'unité étatique historiquement établie » (article 67.1). Le président russe a également repris à son compte le concept de « Russie historique » qui, développé dans l'émigration russe, sert à désigner la Russie dans ses frontières impériales et sous-entend qu'elle correspondrait à une sorte d'idéal de son développement territorial. En juillet 2021, il écrit:

« L'Ukraine moderne [...] a été créée dans une large mesure aux dépens de la Russie historique. Il suffit de comparer les terres qui ont rejoint l'État russe au XVII^e siècle aux territoires avec lesquels la République socialiste soviétique d'Ukraine a quitté l'Union soviétique. Les Bolcheviks considéraient le peuple russe comme un matériau inépuisable pour leurs expériences sociales. Ils rêvaient de la révolution mondiale qui, d'après eux, supprimerait totalement les États nationaux. C'est pourquoi ils traçaient arbitrairement des frontières, distribuaient de généreux « cadeaux » territoriaux. [...]. On peut discuter des détails, de la logique de telle ou telle décision. Mais une chose est certaine: la Russie a en fait été volée⁶. »

On le voit, passant de l'histoire millénaire russe à la Russie historique, Vladimir Poutine glisse vers la remise en cause des frontières issues de l'URSS.

La Russie : une géopolitique incarnée

En 2020, Ursula von der Leyen a annoncé vouloir présider une Commission européenne « géopolitique », ce qui a été perçu, souvent avec scepticisme, comme la volonté de l'Union européenne de s'imposer comme une puissance à part entière face aux États-Unis, à la Chine et à la Russie. L'utilisation assumée de l'approche géopolitique, longtemps restée taboue en Allemagne, est une nouvelle illustration du leadership décomplexé des élites allemandes en Europe. Les élites russes ont quant à elles redécouvert la géopolitique dans le contexte bien différent de l'effondrement de l'Empire soviétique : dans les années 1990, débarrassées du carcan marxiste-léniniste puis déçues par le libéralisme occidentaliste, elles relisent les penseurs russes du XIX^e siècle, se familiarisent avec les théories eurasistes ainsi qu'avec la pensée géopolitique occidentale, principalement anglo-saxonne. Il s'agit à la fois de renouer avec la pensée stratégique russe, de s'approprier les approches occidentales afin de tenter de comprendre les raisons de l'effondrement de l'URSS, qualifiée par Vladimir Poutine de « plus grande catastrophe géopolitique du siècle », et d'appréhender la place de la nouvelle Russie dans le monde de l'après-guerre froide. Cet intérêt pour la géopolitique de la part des élites russes reflète la volonté de se donner les moyens conceptuels à même de reconstituer un projet de puissance. Or, contrairement à l'Union européenne, qui reste largement un impensé géopolitique, la Russie, « archétype de la puissance continentale⁷ », peut être qualifiée de géopolitique incarnée tant sa place est centrale dans les grandes théories géopolitiques.

Genèse de l'opposition russo-américaine en géopolitique

C'est à un Français que l'on doit la première mention de la Russie en tant que puissance à vocation mondiale en opposition à la puissance américaine. Alexis de Tocqueville, grand précurseur de la pensée géopolitique, qu'il applique parfaitement à l'analyse des processus de l'expansion américaine, prophétise dès 1840 le partage du monde entre la Russie et les États-Unis en des termes saisissants :

« Il y a aujourd'hui sur la terre deux grands peuples qui, partis de points différents, semblent s'avancer vers le même but : ce sont les Russes